

Urbanités
8 - Janvier 2017 - La ville indigne

Les épreuves morales de l'urbanité. Les riverains face aux naufragés de la mondialisation

Virginie Milliot



Couverture : Verbalisation sur le marché informel de l'avenue de la Porte Montmartre (Milliot, 2009)

Dans les grandes métropoles comme Paris – et plus spécifiquement dans les quartiers du Nord-Est de la capitale – les habitants vivent dans un environnement réceptif aux mouvements de la mondialisation, en ce sens que les grandes secousses du monde y sont directement perceptibles. Les événements internationaux ne sont pas seulement des nouvelles d'un ailleurs accessibles par la médiation de journaux ou d'écrans, ils sont rapidement saisissables à hauteur d'homme. C'est en bas de chez soi que l'on croise les Chinois du Nord qui tentent d'échapper à la spirale du déclassement, les Tunisiens qui ont pris le risque de l'exil après la révolution, les Syriens qui fuient la guerre ou les Roms en quête d'asile. C'est au fil de déplacements quotidiens que l'on coudoie des êtres humains en situation de grande vulnérabilité qui cherchent refuge dans les creux de la ville. Depuis 2009, les habitants du Nord-Est parisien ont ainsi vu des hommes et des femmes de diverses origines -Tunisiens, Tchétchènes, Chinois, Pakistanais, Roms- investir les trottoirs de leur quartier pour improviser, en dehors de toute régulation institutionnelle, un marché de bric et de broc. Sur des draps posés à même le sol, ils transforment en marchandises des objets hétéroclites principalement récupérés dans les poubelles : vêtements élimés, livres d'occasion, chaussures usagées, vieux bibelots, outillage, etc. Comment les habitants ont-ils réagi face à l'appropriation de leur espace de vie par ces marchés ? Comment ont-ils vécu cette soudaine mitoyenneté de la misère ? Qu'est-ce que l'irruption de ces naufragés de la

mondialisation fait aux riverains ? Nous verrons que la vision de ces hommes et de ces femmes vendant à même le sol des objets disparates jetés par d'autres ne cesse de susciter de l'embarras. Cette confrontation à la vulnérabilité et au dénuement d'autres humains constitue pour les citadins une « épreuve » (Dewey, 2011) dont nous approfondirons ici l'analyse¹. Nous verrons que l'événement que constitue l'éclosion de ces marchés peut produire des sentiments mêlés d'incompréhension et d'impuissance, d'exaspération et de colère. Le choc de cette irruption peut inciter les riverains à rentrer dans une dynamique d'enquête « profane » – en observant et en questionnant ces nouvelles situations. L'indignation peut également impulser des engagements contrastés dont nous analyserons les ressorts. Nous montrerons l'ambivalence de ces différentes réactions et engagements et proposerons une réflexion sur les épreuves morales de l'expérience urbaine et les implications sensibles et politiques de ce mode de vie.

L'indignation silencieuse

L'« animal borné des villes »² a appris à vivre dans un environnement complexe fait d'artefacts techniques, de densité et d'étrangetés, en développant des capacités à accorder sa confiance de manière relative et provisoire à un autrui indifférencié et à suspendre son attention et son jugement face au spectacle de la multitude de ses semblables (Joseph, 2002). Mais l'irruption de la vie nue des exilés dans le champ d'expériences du quotidien peut faire vaciller l'équilibre instable de ces ajustements. Ne pas voir exige alors un effort d'évitement, ne rien faire constitue une épreuve morale. L'éclosion de ces marchés constitue une « situation problématique » (Dewey, 1993) – en ce qu'ils ébranlent les routines et repères quotidiens. S'ils peuvent parfois les contourner, les résidents ne peuvent pas faire comme s'ils n'existaient pas. « Les migrants ? Un sujet qui nous préoccupe tous, qui est là, dans notre champ, et dont pour ma part je ne sais que faire. La meilleure stratégie que j'ai trouvée jusqu'à présent est l'évitement. Je maintiens le sujet à distance pour ne pas me retrouver submergée. Lorsque j'y pense, je ressens de l'impuissance et de la culpabilité. Et ça me fait encore plus mal de ressasser mon propre désarroi mental lorsque ces migrants, bien vivants et bien réels, se retrouvent eux dehors, démunis, et devant faire face à des besoins vitaux : manger, dormir, survivre. »³ Ce témoignage posté sur un blog par une habitante du quartier de la Goutte d'Or illustre la difficulté des habitants de ces quartiers à coudoyer des humains en grande difficulté. La confrontation à cette humanité vulnérable est un événement difficile à signifier, un choc difficile à surmonter. Aux pourtours des marchés informels de récupération, beaucoup expriment des sentiments équivalents. « Toute cette misère, c'est-y pas malheureux ? Vous avez vu ce qu'ils vendent ? Mais qu'est-ce qu'on peut y faire ? » (habitante du 18^e, juillet 2009). Cette retraitée rencontrée sur le mail Binet n'avait jamais mis les pieds dans un conseil de quartier, ni participé à aucune association de résidents. Elle éprouvait de manière solitaire un sentiment d'indignation face à ce mode de subsistance qui lui apparaissait indigne. Mais « ce sentiment n'est pas directement agentif. Au contraire, l'indignation est d'abord ce sentiment de recul devant un événement ou une situation qui laissent sans voix » (Stavo-Debaugé, 2012 : 206). Les sentiments d'impuissance et de culpabilité exprimés par des résidents en lisière de ces marchés de peu témoignent de l'intériorisation des tensions que produit cette indignation silencieuse et passive. L'apparition de cette économie de misère est un événement difficile à « encaisser » (Stavo-Debaugé, 2012). Un habitant de la Goutte d'Or, professeur d'université retraité, me racontait en 2012 des scènes de quartier qu'il avait de plus en plus de mal à supporter et concluait : « vivre dans ce quartier, c'est faire l'expérience d'un déclassement moral ». La formule mérite que l'on s'y arrête. Si le déclassement est communément entendu comme une perte de position sociale (Peugny, 2009), il renvoie ici à une perte de valeurs. Savoir passer son chemin, détourner le regard et respecter le droit à l'indifférence de chacun font partie des dispositions nécessaires pour vivre dans une grande métropole, mais dans une ville comme Paris, où la pauvreté est extrêmement

¹Je m'appuierai sur les résultats d'une enquête ethnographique réalisée de 2009 à 2014 sur les marchés informels de récupération et les mobilisations de riverains dans le Nord-Est parisien.

²Expression de Karl Marx, reprise et discutée par Isaac Joseph (2002)

³<http://38ruepolonceau.canalblog.com>, 5 juillet 2016.

visible, cela ne va pas sans coût moral. L'indignation sans action est source de tensions internes et produit dans la durée un sentiment de perte de soi. Car ce à quoi nous attribuons de la valeur n'est autre que ce à quoi nous tenons, qui est aussi ce « par quoi » nous tenons (Dewey, 2011).



1. Rebutts ressuscités en marchandises (Milliot 2009)

Réactions habitantes

À côté de ceux qui restent sans voix, ou après l'avoir été, beaucoup de résidents réagissent de manière vive, par l'exaspération et la colère. Tant qu'ils occupaient des espaces liminaux aux marges des puces de Saint-Ouen, des espaces limités et contenus à Barbès ou à Belleville, ces marchés étaient tolérés. Mais leur développement au cœur même des quartiers a suscité de vives réactions de la part des riverains à Bagnole, Montreuil, Porte Montmartre, Belleville et Barbès. Du côté de la porte Montmartre, un vendeur a été blessé à vie par un résident excédé de ne plus pouvoir circuler sur le trottoir en bas de chez lui, des adolescents ont attaqué à la bombe lacrymogène des vendeurs pour les chasser de leur quartier à Bagnole en juin 2010 ; autour du square de la Chapelle en 2014 – où des vendeurs s'étaient réfugiés après avoir été expulsés de Barbès – des insultes fusaient chaque jour de tous bords. À l'orée de l'espace conquis par ces déballages précaires, dans les montées d'escalier, devant les écoles, au café, les habitants engagent des conversations et transforment leur indignation en une émotion partagée. Ils se racontent leur difficulté à circuler dans leur propre quartier, à sortir de chez eux avec une poussette, l'impossibilité de s'asseoir sur un banc, de profiter du square où « ils font leurs besoins ». Ils décrivent l'état de saleté des rues à la fin de ces marchés « sauvages », partagent leur exaspération mais aussi leur peur face à cette saleté non régulée. Ils se racontent des scènes vécues, font circuler des anecdotes significatives. Ces échanges permettent de mettre des mots sur ce qui arrive, de définir l'intolérable et, au fil des

discussions, une vision partagée de la situation se stabilise. Une des manifestations de ce « trouble de l'étrangeté » (Breviglieri et Trom, 2003) est l'aversion. La présence de ceux qui sont perçus comme des intrus devient intolérable : « On n'en peut plus, vous avez vu l'état du quartier ? C'est sale et on est coincé. Moi, j'avais l'habitude de me promener sur le mail tous les jours, on se retrouvait avec X sur le banc, là, de l'autre côté. On peut même plus passer. Y'en a qui sont miséreux c'est sûr. J'ai pas mal traîné aux puces dans ma jeunesse et je les connais bien les biffins, les vrais. Mais regardez ces Roms, c'est pas pareil. Les Chinois, ils viennent du 13^e pour vendre leur merde ici ! Moi, j'ai toujours payé mon loyer, j'ai travaillé dur toute ma vie et de voir tous ces trafics, c'est vrai, comme elle vous disait M., ça nous écœure » (habitante de la Porte Montmartre, 2009). Ce qu'ils partagent d'abord, c'est la peur. Pendant l'épidémie de grippe aviaire, des habitants de la Porte Montmartre exigeaient du Maire qu'il fasse désinfecter le mail Binet parce que « les Chinois crachent » et qu'ils avaient peur d'être contaminés. Cette peur de la contamination porte en elle celle du déclassement et de la perte de soi. Les habitants se sentent envahis par la misère et les déchets, dégradés par cette détérioration de leur environnement.



2. Marché de la porte Montmartre (Milliot 2009)

Une frontière se stabilise ainsi dans les discours entre un nous habitant et ces autres globalement définis par leur statut d'étrangers – au quartier⁴ – et de hors-la-loi. C'est en tant que résidents qu'ils légitiment leur volonté de voir disparaître ces marchés. Le statut d'habitant « honnête », de locataire ou de propriétaire payant pour avoir accès à un logement, leur donne un droit d'usage privilégié de leur quartier. Cette identification à un « nous de proximité » constitue une assise à partir de laquelle des résidents se mobilisent. Ces « nous » habitants s'enracinent dans un « vivre ensemble » un commun

⁴C'est moins leur statut d'extranéité que le fait qu'ils soient étrangers au quartier qui est mis en exergue dans les discours des habitants du 18^e ou de Belleville (« ils viennent du 13^e... »).

préréflexif antérieur à l'engagement (Kaufmann, 2010). Mais ils se réalisent très largement dans ces échanges qui font de l'épreuve un commun et construisent dans un même mouvement la représentation même du nous. Cette auto-identification est fondamentale dans la mobilisation, en ce qu'elle permet de relier « l'ordre de la factualité » et « l'ordre du projet », ce que « nous » sommes et ce que « nous » voulons (Tietz, 2010). Porte Montmartre, des habitants ont ainsi occupé physiquement le mail Binet tout l'été 2009 pour empêcher les vendeurs de s'y installer ; le 10 mai 2010 une manifestation a été organisée par les habitants et les vendeurs officiels des puces de Montreuil pour demander aux élus d'agir contre l'extension du « marché de la misère ». À Belleville, des habitants se sont rassemblés pour tenter de comprendre la situation. Ils ont observé l'activité du marché qui s'étendait entre les stations de métros Couronnes et Belleville. L'association « Belleville-Couronnes Propre » qu'ils mirent en place en septembre 2009 avait pour objectif de lutter contre l'insalubrité du quartier « notamment liée à la présence du marché illégal ». Leur mobilisation pour un « arrêt immédiat de cette activité illégale » était motivée par l'observation de scènes qui les confortaient dans l'idée que ce phénomène n'avait plus rien à voir avec les marchés de biffins⁵ qu'ils avaient toujours connus dans le quartier, mais qui étaient devenus des espaces de violence et d'exploitation des plus faibles. Ils postaient sur Internet des photos et des descriptions de ces marchés, faisaient circuler des tracts, des pétitions, envoyaient des mails et des courriers aux élus de quartier, à la Mairie de Paris et au Gouvernement. Ils exigeaient des autorités « la mise en œuvre de toutes les actions qui permettront au quartier de recouvrer tranquillité, salubrité et accessibilité, restituant ainsi aux riverains, commerçants et habitants du quartier leurs droits élémentaires de citoyens » (président de l'association, 2009)⁶.

Quelles victimes ?

Les comptes rendus des conseils de quartier et des conseils de mairie des 10^e, 11^e, 19^e et 20^e arrondissements, ainsi que des conseils de Paris⁷ témoignent des débats houleux qui éclatent régulièrement au sujet de ces déballages de trottoir depuis 2009. Les élus se sont, dans leur grande majorité, tournés vers la Préfecture pour exiger des renforts de police. Ces marchés ont été présentés comme des lieux de trafic et d'activités illégales portant atteinte au droit à la mobilité et à la tranquillité des habitants, une occupation illégale du domaine public occasionnant une dérégulation de l'espace public et des risques de santé publique dans les quartiers les plus pauvres de la Capitale. Une définition du problème public de ces marchés a permis de transformer cet événement dans l'ordre abstrait de principes généraux, aux noms desquels des demandes réitérées d'effectifs policiers ont été effectuées par les élus. À la demande des maires d'arrondissement et du maire de Paris, la présence policière a régulièrement été renforcée sur tous les sites concernés depuis 2009, une Brigade spécialisée de terrain a été créée à Belleville en janvier 2011 et des aménagements dissuasifs sont mis en place dans les zones de fixation durable de cette activité. Les situations de grande pauvreté révélées par cette économie de rebuts et la misère rendue visible par ces marchés étaient également évoquées par les élus. Au fil des discussions du conseil de Paris, les vendeurs sont aussi définis comme des « victimes », de la crise mondiale, de politiques répressives dans les pays d'origine, de régimes dictatoriaux, de guerres, etc. Mais la responsabilité des politiques migratoires et des politiques sociales est systématiquement renvoyée à l'échelle de l'État. Il est intéressant de noter que les délibérations entre élus au conseil de Paris donnent systématiquement lieu à une discussion sur la nécessité de distinguer les « vendeurs à la sauvette de bonne foi et de bonne loi » qui trouvent dans cette activité « un moyen de subsistance honnête » et les vendeurs de recel et de contrefaçon (Christian Sautter, délibération du 3 mai 2006), les « biffins » et les « vendeurs à la sauvette qui vendent des objets volés ou encore de la nourriture et des

⁵D'après Catherine de Silguy (1996 : 62), « biffe » était le nom argotique donné au crochet des chiffonniers, à leur tour baptisés « biffins ». Ce terme a été déterré des livres d'histoire par le comité de soutien des vendeurs de la Porte de Montmartre, regroupés depuis 2006 dans l'association « Sauve-qui-peut » pour lutter contre la répression dont ils faisaient l'objet.

⁶Propos recueillis par un journaliste du site www.le75011.fr, désormais inactif.

⁷Voir <http://a06.apps.paris.fr>

médicaments » (Anne Hidalgo, 3 juillet 2008). Cette distinction entre les « bons » et les « mauvais », se stabilisera dès 2008 dans les termes d'une opposition entre « les biffins, ces chiffonniers » et les « vendeurs à la sauvette » (Myriam El Khomri, 6 septembre 2009). La distinction est empiriquement intenable. L'opportunité de ces places marchandes improvisées attire incontestablement des vendeurs de contrefaçons et d'objets volés, des « aventuriers du capitalisme marchand » (Peraldi, 2008) qui font du commerce à la valise une spécialité. Mais comme l'ont montré différentes études et recherches – commandées par les pouvoirs publics – l'essentiel de cette économie repose sur la transformation de déchets en marchandises et la quasi-totalité des vendeurs vit en dessous du seuil de pauvreté. Ces précisions peuvent dès lors être entendues comme une justification du choix de la répression. Mais les habitants mobilisés contre ces marchés usent de même fréquemment de ce type de précautions verbales : « on n'est pas contre les biffins, les vrais, mais... », « y'en a peut-être qui sont dans le besoin, mais... » ou « on n'est pas raciste, mais... ». Les uns et les autres se retrouvent en effet dans une posture moralement difficile à tenir : celle de blâmer des victimes. Les discours catastrophiques « ça va mal finir », les énoncés cadrant ce qui est dit comme une expression de la colère, tout comme les descriptions des dommages infligés à des personnes âgées et à des enfants, sont des procédés rhétoriques visant à se définir comme des victimes subissant une situation hors norme (Bordreuil, 2002). Mais la frontière est difficile à tenir. À quelques dizaines de mètres de l'espace occupé par les habitants à l'entrée du mail Binet en 2009, une grand-mère qui venait d'y passer la matinée me raconta avoir eu pour premier amour un biffin et aimer le monde des puces à proximité duquel elle avait toujours vécu. Elle était mal à l'aise face aux propos haineux de certains de ses voisins, mais soutenait cette occupation parce que le quartier était devenu invivable depuis que Roms et Chinois déballaient en nombre. À la Goutte d'Or, une habitante d'une quarantaine d'années me confiait avoir appelé la police la veille, excédée par le bruit des transactions de trottoir. Lorsque les policiers avaient débarqué un peu plus tard, elle avait croisé le regard paniqué d'une jeune femme africaine en fuite. Elle avait ressenti sa peur et ne cessait depuis de culpabiliser d'avoir appelé les policiers tout en répétant à quel point le bruit de la rue lui était difficile à supporter. Le commissaire Clouzeau en poste dans le 18^e en 2011 me racontait l'ambiguïté de certains habitants qui réclament des interventions policières alors même qu'il leur arrive d'aider des personnes démunies se réfugiant dans le quartier (entretien 28 juin 2011). Les hésitations de catégorisation, les précautions rhétoriques et les témoignages d'ambivalence morale nous donnent à saisir les tensions générées par cette tentative de résolution d'une situation problématique par exclusion hors du commun de populations visiblement fragiles.

Induction morale et préservation de valeurs dans l'action

Dans le 18^e et à Belleville, des habitants ont également fait le choix de se mobiliser non pour voir disparaître ces marchés mais pour permettre aux vendeurs d'exercer dignement leur activité. Une association « Sauve-qui-peut » est née du côté de la Porte Montmartre en 2006 de la rencontre entre un concierge, conseiller d'arrondissement (élu Vert) et quelques vendeurs prêts à s'organiser pour changer les choses. Épaulés dès 2007 par un comité de soutien constitué d'habitants (membres d'amicales de locataires, d'associations et du conseil de quartier), de militants (Droit au Logement Verts, Nouveau Parti Anticapitaliste) et d'amoureux des puces populaires, ils se sont organisés pour lutter contre la répression policière et faire valoir différents scénarios de légalisation. Ces résidents étaient également éprouvés par le développement du marché informel, gênés par l'encombrement et la saleté générés par cette activité, mais ils étaient davantage « révoltés » par la vision d'hommes et de femmes fouillant les poubelles pour survivre et se faire chasser comme des criminels. Un habitant de Belleville racontait ainsi lors d'un débat « Ça déballe à Belleville » organisé par la Maison du Bas Belleville en 2010 : « Moi je suis habitant du quartier, j'habite à 200 mètres d'ici, et je suis client occasionnel et même souvent de biffins. Il y a plusieurs trucs qui se sont dits ici qui me semblent importants, vous avez dit que ça posait plusieurs questions : question de la propreté, du vivre ensemble je ne sais pas quoi, de la sécurité. Y'a un problème de sécurité qui se pose, y'a un vrai problème de sécurité. Souvent je suis avec mes gamins et de plus en plus j'assiste à des scènes vraiment incroyables, je vois des petits vieux, des mères de

famille, roms, arabes ou françaises, j'en sais rien, qui se font brutaliser de manière incroyable, qui se font piétiner leurs affaires par des gros bras d'agences publiques ou privées de sécurité – on ne reconnaît plus le genre de flics qu'il y a, ils sont beaucoup. Et moi, je flippe par rapport aux gamins qui arrivent comme ça, dans la rue, et qui voient une dame avec des gamins en train de se faire jeter par terre par des gros bras, de se faire piétiner leurs affaires ; c'est quelque chose d'insupportable, du point de vue d'un habitant qui a besoin d'un minimum de décence et de non-violence dans ce qu'il offre à sa famille, donc ça c'est aussi un problème qui doit se poser. Je crois que c'est un problème qui se pose à beaucoup d'habitants, tout le monde ne se le pose pas de la même manière, c'est-à-dire que les gens sont tellement agressés par des scènes comme ça qu'ils peuvent réagir de plusieurs manières différentes, on peut réagir en essayant de réfléchir d'où ça vient, on peut réagir en insultant l'un ou l'autre, le biffin ou le flic, mais je vous assure que, moi, je vois ça tous les jours... ». Nombre d'habitants racontent avoir pris la décision de s'engager pour la cause des vendeurs après avoir été témoin de scènes de répression qualifiées « d'insupportables ». Certains se sont directement interposés entre les policiers et les vendeurs. La colère prend sa source dans un sentiment – physique, épidermique – d'une commune humanité. C'est en premier lieu sur le ressort d'une « induction morale » (Simmel, 1998 [1907]) que s'organise cette solidarité réactive. Ces habitants ne perçoivent pas d'emblée ces vendeurs comme des « étrangers » – au sens d'exclus du monde commun –, ils sont face à une situation dans laquelle ils pourraient se retrouver. Le sentiment d'injustice est un autre ressort puissant d'engagement : ce sont « des petits vieux », « des mères de famille », « des gamins » qui se font maltraiter par les agents des forces de l'ordre. Il leur est insupportable d'être témoins de ce qu'ils perçoivent comme « une chasse aux pauvres ». C'est ici l'expérience de l'injustice qui fait réagir. Ces réactions semblent se rapprocher de la notion de « choc moral » de James M. Jasper (1998). Il désigne par ce terme des expériences sociales caractéristiques en ce qu'elles résultent de l'irruption d'un changement dans l'environnement quotidien, ressenti physiquement et émotionnellement et qu'elles conduisent l'individu qui y est confronté à juger l'écart entre ce qui se manifeste et les valeurs auxquelles il adhère et à s'engager dans l'action. Mais ces colères « relèvent peut-être moins de l'indignation (dans sa dimension morale) que de l'expérience vive du scandale, voire d'entrée dans la question de la justice » (Chalier, Foessel 2016). En ce sens que c'est l'expérience de l'inacceptable qui amène à questionner la justice et à agir et non des principes de justice qui amènent à s'indigner de ce qui se réalise. Les habitants qui ont fait voter, en avril 2006, au conseil de quartier de la Porte Montmartre, le premier vœu en faveur de la régularisation de l'activité des biffins s'accordaient pour voir en eux de « pauvres gens » qui essayaient de s'en sortir dignement. Ils avaient eux-mêmes trimé toute leur vie, bénéficiaient de petites retraites ou de salaires modestes et reconnaissaient chez les biffins de « Sauve-qui-peut » des valeurs de courage et de débrouillardise auxquelles ils tenaient. D'autres étaient des habitués des puces informelles, clients ou vendeurs occasionnels. Ils étaient attachés à cet espace-temps dans lesquels ils avaient plaisir à retrouver des inconnus familiers⁸. Parmi les membres du comité de soutien, on rencontrait également « des gens un peu intellectualisés » (selon la formule de l'initiateur du collectif) qui défendaient la cause des sans-abris ou des prolétaires, luttait contre la société de consommation, militaient pour l'autogestion au travers des biffins. Leur engagement ne s'appuyait ni sur une connaissance subjective de ces mondes ni sur la reconnaissance de valeurs communes chez les vendeurs mais sur l'attribution de valeur à cette activité – comme mode de recyclage ou forme d'autogestion. Les ressorts de mobilisation des habitants qui se sont engagés du côté des biffins variaient, mais ces actions collectives étaient pour tous une manière de cultiver des valeurs auxquelles ils tenaient. Pendant deux ans, ils se sont réunis chaque semaine avec les biffins pour imaginer des scénarios de légalisation et planifier leurs actions. Ils organisaient régulièrement des réunions avec les habitants pour trouver des solutions pragmatiques aux problèmes de propreté et d'accessibilité soulevés par ces marchés, ils lançaient des pétitions, écrivaient des courriers aux élus, participaient à toutes les réunions publiques leur permettant de prendre la parole. Chaque fois qu'ils manifestaient ou organisaient un événement, ils s'assuraient d'une couverture médiatique. Le fils d'un membre du comité de soutien avait réalisé un blog⁹ où étaient postés des témoignages, des comptes rendus d'action, des articles et reportages de journalistes sympathisants. Un

⁸Ces marchés constituent des espaces de sociabilité permettant à nombre de personnes aux trajectoires accidentées d'expérimenter hors de toute régulation institutionnelle une vie publique (Milliot 2016a).

⁹<http://biffins.canalblog.com>

café associatif du quartier, le Petit Ney, soutenait cette mobilisation et rendait compte des avancées de la lutte dans son journal mensuel. Sous la pression des élus Verts, qui avaient pris le relais dans l'enceinte municipale, le maire (PS) du 18^e a fini par accepter une légalisation partielle du marché. Le « carré des biffins », cent places encadrées par des travailleurs sociaux, a vu le jour en Octobre 2009.



3. Saisie de marchandise, Porte Montmartre (Milliot 2009)

L'engagement en vue de la « vie bonne »

Cette reconnaissance partielle a davantage déplacé le problème qu'elle ne l'a réglé (Milliot, 2016b). Les vendeurs sans places¹⁰ fortement réprimés du côté de la Porte Montmartre se sont déplacés dans d'autres quartiers. Notamment à Belleville où un nouveau collectif de soutien des biffins d'Île-de-France a été constitué en mars 2011. Si la mobilisation de « Sauve-qui-peut » avait principalement été le fruit d'une rencontre entre des habitants et des biffins fréquentant ce quartier depuis de longues années, ce collectif a d'emblée réuni, en sus des riverains et des vendeurs – du 18^e et de Belleville –, des personnes se définissant comme des représentants de différentes « organisations »¹¹. Les objectifs de ce collectif étaient les suivants : recenser les alternatives possibles à la répression, élaborer des argumentaires pour interpellier les collectivités et élus concernés, faire « un travail d'éduc' pop' et d'agit' prop' » contre les logiques de répression et « d'opposition des citoyens entre eux », aider les biffins de Belleville et de la

¹⁰ Leur nombre est estimé à environ 2 000 personnes.

¹¹ Parti de Gauche, Europe Écologie Les Verts, Parti communiste français, Alternative libertaire, Les Alternatifs, La Fédération pour une alternative sociale et écologique, Le 20^e avant tout, Réseau Éducation sans Frontières, Ligue des Droits de l'Homme, Fondation France Libertés, Droit au Logement-, Aurore, Sauve-qui-peut, Collectif anti-LOPPSI, l'Appel et la Pioche, Comité des Sans Logis, Centre Social AIRES 10.

porte de Montreuil à s'organiser en collectif ou en association « dans le strict respect de leur auto-organisation » et, enfin, soutenir et accompagner concrètement les biffins, d'un point de vue juridique notamment. L'engagement des membres de ce collectif s'enracinait dans divers « arrières mondes » : convictions politiques, croyances religieuses, éthiques professionnelles, etc. C'est principalement au regard d'une conception de la « vie bonne » – dont les acceptions variaient – que ces citoyens se mobilisaient. Ils s'efforçaient d'agir au nom de valeurs, de solidarité, d'humanisme, de liberté, de dignité. L'engagement leur permettait de rester fidèles à une certaine conception du monde et d'eux-mêmes, mais aussi de prendre position dans un espace politique local. Ce qui rendait pour eux la situation intolérable était aussi le fait que des élus de gauche en appellent à la répression.

À Belleville, un conseil de quartier a ainsi fait événement, le 10 mai 2011. La question des marchés informels n'était pas à l'ordre du jour, mais l'association Belleville-Couronnes Propre, des habitants et des commerçants ont pris la parole en nombre pour dire leur exaspération et leur colère et les débats se sont principalement focalisés sur cette question. Un représentant du collectif de soutien des biffins d'Île-de-France et un biffin de la Porte Montmartre ont tenté d'avancer d'autres perspectives : faute d'organisation, ces marchés engendrent des nuisances insupportables aux riverains, la solution n'est pas la répression mais la création de marchés légalisés et encadrés, de marchés solidaires. Le biffin a rappelé l'ancienneté de cette activité et essayé de présenter « l'esprit de la biffe ». La réponse de la maire du 20^e a été sans appel. Elle a refusé de prendre en considération les vendeurs, affirmant qu'il n'y avait « pas de dignité à vivre de ce que l'on trouve dans les poubelles », qu'il n'existait à Belleville aucun biffin légitime mais des vendeurs à la sauvette que le quartier ne pouvait supporter. Elle a par conséquent proposé de prendre la tête d'une manifestation – le 20 mai – et d'une opération « Belleville-Couronnes-Ménilmontant propre » pour obtenir une présence policière renforcée sur le quartier. Les membres du collectif de soutien des biffins d'Île-de-France étaient abasourdis par la violence qui s'était exprimée lors du conseil de quartier, ils avaient du mal à comprendre le refus du dialogue et de solutions alternatives, du mal à digérer qu'une élue de gauche puisse ainsi renier des valeurs d'humanisme et de solidarité. Les discussions étaient vives et les réactions épidermiques. Comme les habitants qui se sentent menacés par la saleté générée par cette activité, les membres des collectifs de soutien pouvaient se sentir « abîmés » par le spectacle de la répression de la pauvreté et « salis » par ces manifestations de rejet. Ils se sont mobilisés pour tenter de préserver un idéal – ils affirmaient défendre une certaine conception du « socialisme » ou de « l'humanisme ». Un idéal devenu sensible, concrètement ressenti et mis à l'épreuve des sens. C'est dans un double mouvement qu'« épreuves de la coexistence urbaine » et « perception et conception citoyenne de ce qu'est le monde, de ce qu'il est possible d'y faire » (Bidet *et al.*, 2016) se nourrissent ainsi mutuellement.

Dans les jours qui ont suivis, Europe Écologie Les Verts et le Parti de Gauche du 20^e ont diffusé un communiqué de presse visant à réaffirmer le droit à la dignité de ces vendeurs « dans l'exercice d'une activité qu'ils choisissent par nécessité de survie » et à dénoncer les propos de l'élue PS du 20^e : « Attiser le rejet de l'autre parce qu'il est plus pauvre est contraire aux valeurs républicaines de solidarité et de fraternité que doivent porter la Gauche et notre municipalité [...] Nous ne nous satisfaisons pas d'un discours qui institutionnalise l'impuissance du politique, dont le rôle, de notre point de vue, est plus de chercher à résoudre les contradictions de la société que d'attiser les conflits et s'en remettre aux seules forces de police [...] ». Des interventions se sont succédé aux conseils de Paris des 16 et 17 mai 2011. Les vendeurs étaient devenus, dans cette arène politique, des objets de « valuation », permettant à chacun de se situer et de fixer la ligne de son action politique.

Le collectif a travaillé durant près d'une année. Un premier groupe avait pour mission d'informer les biffins de Belleville et de les mobiliser, un deuxième de distribuer des tracts et d'échanger avec les commerçants et les riverains et un troisième de recenser les projets et de rédiger des notes à destination des élus. Mais les analyses et préconisations envoyées aux élus d'arrondissement sont restées lettre morte, les vœux déposés par les groupes EELV et apparentés, PG-PC dans les conseils d'arrondissement et le conseil de Paris n'ont pas été suivis d'effets. La situation était bloquée, les énergies militantes s'épuisaient. Des conflits internes ont éclaté sur la question de la légitimité à représenter les biffins, sur le manque de disponibilité des membres du comité de soutien, sur les intérêts masqués de ceux qui

n'avaient pas besoin de ces marchés pour survivre. Au cours du mois de janvier 2012, le collectif a implosé. Il n'était pas parvenu à stabiliser suffisamment de confiance, à construire entre biffins, commerçants et habitants un minimum de sens commun. Aucun autre marché pérenne n'a jusqu'à ce jour été décidé.

Les marchés informels de récupération qui ont émergé dans le Nord-Est de Paris depuis 2009 constituent une incontestable épreuve pour les riverains. Au choc de cette « situation problématique » (Dewey, 1993), ils ont réagi de manière très contrastée. Tous ont été troublés, mais certains ne parvenaient ni à donner sens à ce qu'ils voyaient, ni à agir. Les sentiments d'impuissance et de culpabilité exprimés par ceux que nous avons rencontrés dans la rue sont certainement très largement partagés par les citadins qui, quotidiennement, s'indignent de manière silencieuse et passive face à la vision d'humains en grande difficulté. D'autres ont réagi et se sont organisés contre les nuisances qu'ils subissaient et contre ceux qu'ils ont définis comme des « étrangers » et des hors-la-loi. Sur l'assise d'un nous défini par un ancrage et un usage privilégié d'un territoire commun, ils se sont collectivement mobilisés pour que les forces de l'ordre leur restituent leur espace quotidien.

Quelques commentateurs pressés seraient tentés de réduire ces mobilisations à une réaction de « gentrificateurs » contre l'occupation populaire de la rue et à analyser ces conflits d'urbanité comme une ligne de front des conflits de classes contemporains. Mais cette grille d'analyse ne résiste pas à l'enquête. Les habitants qui soutenaient les biffins et ceux qui voulaient voir disparaître les marchés Porte Montmartre appartenaient aux mêmes classes populaires. Des habitants précaires exprimaient leur peur d'être déclassés par cette proximité de la misère, d'autres parvenaient à se mettre à la place des vendeurs en raison de cette même expérience de la précarité. On retrouvait dans l'un et l'autre camp des habitants plus « dotés socialement » : certains affirmaient que leur bien immobilier risquait de perdre de la valeur, d'autres qu'on ne pouvait laisser piétiner l'idéal humaniste républicain sans agir. Dans le collectif de soutien des biffins d'Île-de-France, les représentants d'associations et de partis politiques étaient les plus actifs, ils défendaient des valeurs et des positions dans un champ politique local. Mais ce collectif a ponctuellement rassemblé des habitants de différentes origines sociales, qui connaissaient ces univers ou en faisaient une cause. Par ailleurs, si nous tenons compte non seulement de ceux qui portent la parole des habitants, mais aussi de ceux qui agissent de manière moins visible, soutiennent sans bruit ceux qui s'expriment publiquement, aident sans autre déclaration ceux qui se sont échoués sur leur trottoir, nous constatons une grande variété de profils sociaux dans les deux « camps ». Si nous rencontrons autour de ces marchés des habitants qui s'engagent de manière très polarisée, avec ou contre les vendeurs, ces différences ne peuvent donc être totalement expliquées par les positions sociales des riverains. D'un point de vue anthropologique, il me semble intéressant de noter les tensions, les oscillations, les ambivalences morales exprimées par les riverains. Nous touchons là aux tensions propres de l'urbanité.

L'expérience urbaine est spécifique en ce qu'elle pose et repose chaque jour de manière concrète aux citadins la question du seuil et du commun (Joseph, 2005). Ce défi moral est aujourd'hui accentué par le nombre croissant des échoués de la mondialisation qui se débattent avec les nécessités de la survie, cherchent refuge dans les creux de la ville et transforment l'écologie de certains quartiers. Les engagements contradictoires et ambivalents des citadins nous montrent la vulnérabilité de cet ordre urbain et l'exigence morale de ce mode de vie. La question de l'élargissement potentiel de la communauté aux « étrangers » y est quotidiennement, et sensiblement, posée à ceux qui y résident. C'est en ce sens que nous pouvons considérer avec Isaac Joseph (1998) la ville comme un laboratoire de la

démocratie, non comme idéal politique mais comme mode de vie, épreuves quotidiennes et tensions morales. Les questions politiques se transforment en ville en questions sensibles.

VIRGINIE MILLIOT

Virginie Milliot est maître de conférences au département d'anthropologie de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense. Ses recherches portent sur les phénomènes d'émergence sociale et culturelle dont les villes sont le creuset et sur les politiques de reconnaissance et d'institutionnalisation dont ces mouvements sont l'objet. Elle travaille depuis 2009 sur les conflits d'espace public autour des marchés de biffins à Paris.

Bibliographie

Bidet A., Boutet M. Chave F. *et al.*, 2016, « Publicité, sollicitation, interventions », *Sociologies* (en ligne), <https://sociologies.revues.org/4941>.

Bordreuil S., 2002, « La construction de l'incivilité comme cause publique. Pour une intelligence des interactions civiles » in Cefai, D. et Joseph, I (dir), *L'héritage du pragmatisme, Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, Paris, Éditions de l'Aube, 301-318.

Breviglieri M. Trom D., 2003, « Troubles et tension en milieu urbain. Les épreuves citadines et habitantes de la ville » in Cefai, D. et Pasquier, D. (dir), *Le sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, 399-416.

Chalier J. Faessel M., 2016, « Leurs colères et les nôtres » *Esprit*, Mars-Avril, 31-33.

Dewey J., 1993, (1967) *Logique. Théorie de l'enquête*, Paris, PUF, 693 p.

Dewey J., 2011, *La formation des valeurs*, Paris, la Découverte, 238 p.

Jasper J., 1998, « The Emotions of Protest: Affective and reactive Emotions in and around Social Movements », *Sociological Forum*, vol. 13, n°3, 397-424.

Joseph I., 1998, *La ville sans qualité*, Paris, Éditions de l'Aube, 209 p.

Joseph I., 2002, « Le nomade, la gare et la maison vue de toutes parts », *Communications*, vol. 73, n° 1, 149-162.

Joseph I., 2005, « Aspects cosmopolitiques de l'errance urbaine : l'ethnographie des SDF. », *Tumultes* n° 24, 111-143.

Kaufmann L., 2010, « Faire « collectif » : de la constitution à la maintenance » in Kaufmann L et Trom D. (eds.) : *Qu'est ce qu'un collectif ? Du commun au politique*, Raisons Pratiques n° 20, Paris, Éditions de l'EHESS, 240-282.

Milliot V., 2016a, « Petites histoires de trottoirs. Les médiations du récit sur les marchés informels de Paris » in Courtet C., Besson M., Lavocat F. et Viala A. (dir), *Mises en intrigues « Rencontres Recherche et Création » du Festival d'Avignon*, CNRS éditions, Paris, 163-183.

Milliot V., 2016b, « Une intenable bureaucratie de la rue : les travailleurs sociaux face aux débordements des marchés informels », *Tsantsa. Revue de la Société Suisse d'Ethnologie*, n° 21, 38-50.

Peraldi M., 2008, « Aventuriers du nouveau capitalisme marchand. Essai d'anthropologie de l'éthique mercantile » in Bayart J.-F. et. Abdelkhah F (dir), *Voyages du développement. Émigration, commerce, exil*, Paris, Karthala, 73-113.

Peugny C., 2009, *Le déclassement*, Coll. Mondes vécus, éd. Grasset, 178 p.

Silguy de C., 1996, *Histoire des hommes et de leurs ordures. Du moyen âge à nos jours*, Paris, Le cherche midi éditeur, 346 p.

Simmel G., 2011 [1907], *Les pauvres*, Paris, PUF, Quadrige, 102 p.

Stavo-Debaugé J., 2012, « Des événements difficiles à encaisser. Un pragmatisme pessimiste » in Céfaï D. et Terzi C. (dir.) *L'expérience des problèmes publics*, Raisons Pratiques, n° 22, Paris, Éditions de l'EHESS, 191-223.

Tietz U., 2010, « Les limites du « nous » libéral » in Kaufmann L et Trom D. (eds.) : *Qu'est-ce qu'un collectif ? Du commun au politique*, Raisons Pratiques n° 20, Paris, Éditions de l'EHESS, 173-196.